

Patrimonialisation et territorialisation dans la nouvelle étape du capitalisme : le cas de Plaine Commune

AUTEUR

Géraldine DJAMENT-TRAN, SAGE (France)

RÉSUMÉ

Cette communication propose d'analyser la territorialisation généralisée du patrimoine non seulement comme une conséquence des extensions de la notion de patrimoine, mais surtout comme un indicateur d'un nouveau rapport à l'espace caractéristique de la nouvelle étape du capitalisme. À partir de l'étude du cas de Plaine Commune, inter-communalité de la banlieue nord de Paris en cours de reconversion post-industrielle, de patrimonialisation et de mise en tourisme, elle montre que la patrimonialisation croissante des territoires sert une territorialisation *par* le patrimoine, destinée à compenser, à réguler la nouvelle étape de mondialisation ou à s'y insérer. Elle souligne que les dynamiques de territorialisation entretiennent une relation dialectique avec les dynamiques de déterritorialisation auxquelles la globalisation se trouve souvent associée. Dans un premier temps, la contribution présente la dialectique de la déterritorialisation et de la territorialisation dans une banlieue post-industrielle. Puis, elle examine le rôle de la patrimonialisation et de la mise en tourisme dans ce processus.

MOTS CLÉS

Patrimonialisation, territorialisation, déterritorialisation, mondialisation, Plaine Commune

ABSTRACT

This paper analyses the generalized territorialisation of heritage not only as a result of extensions of the concept of heritage, but also as an indicator of a new relationship with space in the new stage of capitalism. From the case study of Plaine Commune, inter-municipal Northern suburbs of Paris in post-industrial conversion, heritage and tourism development, it shows that increasing heritagization of places serves the creation of places *by* heritage, in order to compensate, to regulate or to fit into the new stage of globalization. It stresses that dynamics of territorialisation maintain a dialectical relationship with dynamics of deterritorialisation, often associated with globalization. At first, the paper presents the dialectic of deterritorialisation and territorialisation in a post-industrial suburb. Then it examines the role of heritage and tourism development in this process.

KEYWORDS

Heritage, place, network, globalization, Plaine Commune

INTRODUCTION

La nouvelle étape de mondialisation se caractérise par un nouveau rapport au territoire qui a suscité depuis les années 1990 des débats entre tenants de la « fin des territoires » (Badie, 1995) et analystes de leur renouveau (Antheaume et Giraut, 2005). Cependant, la territorialisation du patrimoine, classiquement abordée comme une conséquence des extensions de la notion de patrimoine (Choay, 1992), reste en général en dehors de ces débats. Pourtant, la patrimonialisation généralisée de territoires entiers, et non plus seulement de bâtiments, se situe non seulement dans le cadre patrimonial du

passage d'une logique de l'*unicum* à une logique du *typicum* (Heinich, 2009), mais dans le contexte plus large des interférences croissantes entre patrimonialisation et mondialisation (Gravari-Barbas, 2012). La patrimonialisation est devenue un opérateur et un régulateur des processus de (dé)territorialisation qui réagissent à la nouvelle étape du capitalisme. Cette communication se propose d'aborder le patrimoine comme indicateur d'une nouvelle fabrique territoriale glocalisée à partir de l'étude du cas de Plaine Commune, intercommunalité de la banlieue nord de Paris créée en 2000 autour de Saint-Denis, nouveau territoire du patrimoine et du tourisme confronté à la métropolisation.

1. LA DIALECTIQUE DE LA DÉTERRITORIALISATION ET DE LA TERRITORIALISATION DANS UNE BANLIEUE POST-INDUSTRIELLE

Un territoire de banlieue rouge défait par la déterritorialisation mondialisée de l'industrie

Le territoire de Plaine Commune a été historiquement marqué par le système territorial de la banlieue rouge (Fourcaut, 1992), associant zones industrielles, habitat social et territoire du communisme (Bellanger et Mischi, 2013), dans le cadre d'une organisation centre/périphérie. Cette construction territoriale typique du régime d'urbanisation industriel (Da Cunha et Both, 2004) se trouve défaite depuis les années 1970 par la déterritorialisation de l'industrie, amorcée par la politique de décentralisation industrielle et achevée par la nouvelle division internationale du travail.

La décomposition du système territorial se manifeste par un tissu urbain fragmenté par les friches industrielles. Le passage d'une ségrégation associée à une ségrégation dissociée (Damette et Beckouche, 1991) précarise une population populaire en partie issue de l'immigration, gagnée par des phénomènes de désaffiliation sociale et politique. La construction politique communiste dont les débuts remontent à la fin du XIX^e siècle (Brunet, 1989) s'effrite au profit d'une « banlieue rose » (Subra, 2012).

Les réponses de Plaine Commune à la déterritorialisation de l'industrie : construction d'un nouveau territoire politique et territorialisation de l'économie hyper-industrielle

Face au défi de la déterritorialisation capitaliste, les luttes sociales menées pour sauvegarder l'industrie dans les années 1970 et 1980 ont échoué. Au début des années 2000, une nouvelle stratégie consiste en une double territorialisation politique et économique. La constitution en 2000 d'une communauté de communes pionnière en région parisienne, devenue en 2001 communauté d'agglomération, marque les débuts d'une nouvelle construction territoriale marquée par les communistes et revendiquant une alternative à Paris. Parallèlement, un nouveau territoire hyper-industriel (Veltz, 2008) aujourd'hui devenu un important pôle d'emplois à l'échelle métropolitaine (INSEE, 2009) se constitue : les friches industrielles offrent des opportunités foncières pour l'installation d'entreprises tertiaires (Malezieux, 2003), à l'intersection entre front pionnier de la métropolisation parisienne et stratégie endogène de reconversion.

Une territorialisation inscrite dans une circulation de modèles urbains globalisés et au service de la réinsertion dans les réseaux globaux

Cependant, la territorialisation de l'économie sous la forme d'une spécialisation économique locale s'inscrit pleinement dans la circulation de modèles urbains globalisés, en

particulier la technopole et la métropole créative (Halbert, 2009), et s'effectue à des fins de réinsertion dans les réseaux de l'économie globalisée. Cette dialectique révèle une ambiguïté politique : dans quelle mesure la construction territoriale entreprise est-elle alternative et/ou conforme aux standards (déterritorialisés) de la métropolisation dominante ? On notera à ce propos que la territorialisation de l'économie profite peu à la population locale, en moyenne peu qualifiée, car elle recourt à des emplois majoritairement de cadres (INSEE *op. cit.*), et que des débuts de gentrification se manifestent dans les secteurs de Plaine Commune les mieux situés par rapport à Paris.

2. REFAIRE TERRITOIRE PAR LE PATRIMOINE ET LE TOURISME ?

Dans ce contexte, quel rôle joue l'émergence d'un nouveau territoire du patrimoine et du tourisme ?

La territorialisation de la culture, du patrimoine et du tourisme fait partie des réponses de Plaine Commune à la déterritorialisation de l'industrie

Cette émergence s'inscrit clairement dans cette construction territoriale, tout en prolongeant une politique communiste précoce. Si ce territoire de banlieue, en dehors du *Central Tourist District* (Duhamel et Knafou, 2007), a été historiquement très peu patrimonialisé à l'exception de la basilique de Saint-Denis, une véritable politique patrimoniale naît à Saint-Denis dès les années 1970. Elle s'inscrit dans la politique culturelle active d'une municipalité communiste, en relation dialectique du début des années 1970 au début des années 1990 avec la rénovation du centre-ville, qui s'accompagne d'une préservation des vestiges archéologiques et d'une valorisation des bâtiments historiques. Elle inclut une défense du patrimoine vivant que représente l'industrie, dans un contexte d'opposition aux fermetures d'usines. Mais l'échec de cette stratégie conduit à basculer vers la patrimonialisation des vestiges industriels.

La seconde étape d'émergence d'un territoire du patrimoine à, puis autour de, Saint-Denis se révèle indissociable dans les années 1990 de la construction d'un territoire post-industriel et d'un nouveau territoire du tourisme. Un inventaire du patrimoine industriel est réalisé à La Plaine Saint-Denis dès 1993. La même année, un *Livre blanc du tourisme* est présenté à la presse, tandis qu'est prise la décision d'implanter le Stade de France. L'Office du Tourisme se restructure et se renforce. La basilique, placée en 1996 sur la liste indicative française, est candidate au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La constitution d'un nouveau territoire de la culture est récemment entrée dans une troisième étape, marquée par la diffusion du lexique globalisé et des formes spatiales typiques de la « créativité ». Les friches industrielles sont reconverties dans le secteur culturel. Ainsi, derrière la gare de Saint-Denis, la friche 6B, un ancien immeuble de bureaux, est devenu en 2010 une résidence d'artistes regroupant 140 ateliers et accueillant des artistes, des architectes, des sièges sociaux de plusieurs compagnies de danse ou de théâtre et des espaces d'exposition (Cousin, 2008). En 2011, la chorégraphe Karine Saporta s'est installée, avec l'aide financière du ministère de la Culture, dans un ancien garage proche de la gare de Saint-Denis. Fin 2012 a été inaugurée la Cité européenne du cinéma, conçue par Luc Besson et installée par la société de studio Europa-Corp dans une ancienne centrale thermique de Saint-Denis rénovée par Reichen et Robert.

Une réponse ambivalente, participant à la territorialisation de l'économie et/ou à la territorialisation de l'identité

La réponse culturelle, patrimoniale et touristique proposée par Plaine Commune à la déterritorialisation capitaliste se révèle cependant fondamentalement ambivalente. Dans quelle mesure sert-elle la (dé)territorialisation de l'économie précédemment évoquée et/ou une territorialisation de l'identité ? Autrement dit, sert-elle une réinsertion dans la mondialisation capitaliste, dans une logique de gentrification et/ou une contestation de la sélectivité sociale et spatiale de la mondialisation capitaliste ?

Le tournant « créatif » sert plutôt le premier processus et s'inscrit dans le projet métropolitain du Grand Paris, dont le « cluster de la création » de Plaine Commune, spécialisé dans les industries audiovisuelles et numériques et au sein duquel un triangle « Tourisme Culture Expérience » a été identifié, est devenu un territoire de projet. De même, le schéma hôtelier communautaire élaboré en 2004 vise à développer l'hôtellerie, quantitativement mais aussi qualitativement, pour répondre aux besoins de la métropolisation (touristique) parisienne (Gravari-Barbas et Fagnoni, 2013).

Cependant, le schéma touristique communautaire, dont la première génération remonte à 2003-2008, est porteur d'une territorialisation plus sociale. Face au délitement de l'identité de classe induite par la déterritorialisation de l'industrie, Plaine Commune semble en effet chercher à territorialiser l'identité des habitants en promouvant l'identité de banlieue. Le militantisme en faveur du patrimoine et du tourisme de banlieue (Écomusée de Frères, 2010 ; Jacquot, Fagnoni et Gravari-Barbas, 2013) participe de la tentative d'« organiser le territoire sur son identité de banlieue » affichée par le SCoT¹. À la cité-jardin de Stains, où exerce depuis 2006 une chargée de valorisation touristique, l'installation d'une signalétique touristique, l'organisation régulière de visites et manifestations culturelles participatives, les ateliers mémoire visent conjointement à faire patrimoine et à faire territoire.

Planche photographique 1. La patrimonialisation de la cité-jardin de Stains : la muséification des espaces publics, le local Mémoires de cité-jardin, la rénovation urbaine guidée par l'ABF
Source : G. Djament



1 Schéma de cohérence territoriale (SCoT).

Le patrimoine immatériel se trouve mobilisé au service d'une action socio-économico-culturelle proche de la politique de la ville (foire des savoir-faire, commercialisation de produits dérivés du patrimoine fabriqués par la main-d'œuvre locale de l'association Franciade).

L'ambivalence de la politique culturelle, patrimoniale et touristique de Plaine Commune se manifeste toutefois souvent au sein d'un même projet. Ainsi, la relance début 2013 du projet de reconstruction de la flèche de la basilique vise-t-elle à passer à un régime de patrimonialisation touristique (Gravari-Barbas, 2012) et/ou à « faire revivre la grande aventure populaire des bâtisseurs de cathédrales »² ? Cette ambivalence semble à relier au statut ambigu du territoire – Saint-Ouen, Saint-Denis et Aubervilliers appartiennent à la catégorie des *scissor integration cities*, marquées à la fois par l'intégration économique et la marginalisation sociale dans la nouvelle étape de mondialisation (Albecker, 2010) – et plus largement à l'ambivalence des relations de la culture à la mondialisation, entre récupération (Boltanski et Chiapello, 1999) et contestation (Harvey, 2001).

Les fonctions (dé)territorialisantes de la patrimonialisation

La patrimonialisation contribue également de façon ambivalente à une dynamique à la fois de territorialisation et de déterritorialisation.

L'élargissement de la patrimonialisation, d'un nombre de bâtiments historiquement très limité à des bâtiments plus nombreux (protégés par le système des monuments historiques ou labellisés) et à certaines portions de territoires (site inscrit de la cité-jardin de Stains depuis 1976, ZPPAUP³ de Saint-Ouen depuis 2001, candidature en cours de Plaine Commune au label Ville d'art et d'histoire), vise à réguler la fabrique territoriale métropolitaine. Un des objectifs consiste à limiter les destructions de bâtiments industriels et à privilégier un réemploi respectueux de leur architecture et de leur histoire. La réutilisation métropolitaine du patrimoine industriel s'accompagne toutefois souvent d'une destruction partielle et/ou d'un réaménagement ambivalent selon l'architecte des bâtiments de France (ABF) du 93, mi-patrimonial mi-« créatif », comme à la Cité du cinéma.

Photographie 2. La Cité du cinéma (Saint-Denis), exemple de réemploi métropolitain du patrimoine industriel

Source : G. Djament



2 Tribune d' E. Orsenna, D. Paillard et P. Braouzec : « Restaurons la flèche de la basilique de Saint-Denis », *Le Monde*, 13 septembre 2013.

3 Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

La patrimonialisation tente également d'orienter la rénovation urbaine menée par l'ANRU⁴ vers des solutions moins destructrices. À la cité-jardin de Stains, site inscrit, la rénovation s'achève en accord avec l'ABF. Des mobilisations patrimoniales ont fait admettre la valeur de certains grands ensembles. Le label Patrimoine du XX^e siècle a été accordé à quatre cités d'André Lurçat à Saint-Denis et à la cité de la Maladrerie à Aubervilliers.

La patrimonialisation, qui entretient des interférences croissantes avec l'urbanisme, contribue également à la reconstruction territoriale. Un référentiel patrimonial guide le projet urbain : le SCoT de Plaine Commune projette de s'appuyer sur de nombreux « patrimoines potentiels » pour restructurer le territoire. La muséalisation des espaces publics *via* des parcours historiques de plus en plus nombreux requalifie l'urbanité, tant sur le plan matériel que symbolique. Le patrimoine et le tourisme contribuent à créer de nouvelles centralités dans une périphérie métropolitaine, voire à ériger Plaine Commune en centralité au sein d'une métropole multipolaire. Cette centralité va toutefois devoir se redéfinir avec la nouvelle gouvernance de la métropole du Grand Paris qui menace de disparition l'intercommunalité.

Enfin, la construction d'un nouveau territoire de la culture, du patrimoine et du tourisme porte une stratégie de déterritorialisation. La conformité (formelle et stratégique ?) à la « créativité » permet de s'inscrire dans une circulation de modèles dominants de métropolisation. Inversement, le territoire s'inscrit dans des réseaux (modestes) alternatifs à la déterritorialisation capitaliste. La cité-jardin de Stains a mis en réseau les cités-jardins d'Ile-de-France et noué des contacts nationaux, voire internationaux. Les initiatives associatives en faveur de la mise en tourisme du territoire s'ajoutent aux initiatives institutionnelles locales. Par exemple, l'association Accueil Banlieues, née en 2010 pour accueillir le touriste chez l'habitant et lui faire découvrir autrement la banlieue, fonctionne en réseau avec Accueil Paysan et a noué des contacts avec l'organisation marseillaise Hôtel du Nord.

Au total, la nouvelle étape du capitalisme crée de nouveaux processus de territorialisation qui prennent le patrimoine pour argument : la patrimonialisation tend aujourd'hui de plus en plus à (re)faire territoire (Auduc, 2012). Cette dynamique de territorialisation entretient toutefois des relations dialectiques avec le processus de déterritorialisation auquel elle est structurellement associée pour gérer le changement d'échelle déclenché par la nouvelle étape de mondialisation. L'ambiguïté du nouveau régime patrimonial, qui oscille entre opposition à la nouvelle étape de mondialisation et soumission à ses logiques, renvoie au dilemme de la fabrique locale des territoires, entre adaptation à et régulation de la globalisation.

RÉFÉRENCES

- Albecker M.-F., 2010, "The Effects of Globalization in the First Suburbs of Paris: From Decline to Revival?", *Berkeley Planning Journal*, 23(1), pp. 102-131.
- Auduc A. (dir.), 2012, « Ces patrimoines qui font territoire », actes du colloque régional, 24-25 novembre 2011, Région Ile-de-France, Paris, Somogy.
- Choay F., 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil.

4 Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

- Cousin S. *et al.* (dir.), 2008, *Le sens de l'usine. Arts, publics, médiations*, Paris, Créaphis.
- Da Cunha A., Both J.F., 2004, « Métropolisation, villes et agglomérations », Office fédéral de la statistique, mesoscaphe.unil.ch.
- Duhamel P., Knafou R., 2007, « Le tourisme dans la centralité parisienne », in Saint Julien T., Le Goix R. (dir.), *La métropole parisienne. Centralités, inégalités, proximités*, Paris, Belin, pp. 39-62.
- Gravari-Barbas M., 2012, « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies ? », in Khaznadar C. (dir.), *Le patrimoine oui, mais quel patrimoine*, Paris, Éditions Babel, collection « Internationale de l'imaginaire », n° 27.
- Gravari-Barbas M., Fagnoni E., 2013, *Métropolisation et tourisme. Comment le tourisme redessine Paris*, Paris, Belin.
- Harvey D., 2001/2008, « L'art de la rente : mondialisation et marchandisation de la culture », in Harvey D., *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, pp. 23-56.
- Heinich N., 2009, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, éd. de la MSH.
- Jacquot S., Gravari-Barbas M., Fagnoni E., 2013, « Patrimonialisation et tourisme dans la région métropolitaine parisienne. Le patrimoine, clé de métropolité touristique ? », in Gravari-Barbas M., Fagnoni E. (dir.), *Métropolisation et tourisme. Comment le tourisme redessine Paris*, Paris, Belin, pp. 103-117.

L'AUTEUR

Géraldine Djament-Tran

SAGE

Université de Strasbourg

djament@unistra.fr